

**PRÉFECTURE DU NORD**

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - JMC

**Arrêté préfectoral imposant à la société NORZINCO  
des prescriptions complémentaires pour la poursuite  
d'exploitation de son établissement situé à ANZIN**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
préfet du Nord,  
officier de la légion d'honneur  
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU les différentes décisions administratives autorisant la société NORZINCO - siège social : 69 rue de Monceau - 75382 PARIS Cédex 08 - à exploiter ses activités à ANZIN - Parc d'activités Europescaut - rue de l'Europe ;

VU le rapport de monsieur l'ingénieur en chef, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement duquel il ressort que, compte tenu de la nature des rejets atmosphériques de métaux lourds engendrés par l'activité de l'établissement et des plaintes répétées du voisinage, il est nécessaire de mener, sur ce site, une évaluation de l'impact sanitaire ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 18 novembre 2003 ;

**SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,**

# **ARRETE**

## **ARTICLE 1**

La société NORZINCO, sise 69 rue de Monceau - 75382 PARIS Cédex 08, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour poursuivre l'exploitation de son site implanté route de l'Europe à Anzin (59410).

## **ARTICLE 2**

La société NORZINCO est tenue d'établir, **sous cinq mois**, une étude de l'impact sanitaire de son usine. Cette étude doit satisfaire au cahier des charges annexé au présent arrêté.

Pour la réalisation de cette étude, l'exploitant est tenu d'étudier la dispersion des rejets atmosphériques de son établissement afin d'identifier les zones les plus affectées par ces retombées. Cette étude doit considérer les caractéristiques passées des rejets (hauteur des cheminées, vitesse d'éjection, concentration des polluants émis...) et leurs caractéristiques actuelles (du fait, notamment, du rehaussement récent des émissaires).

L'exploitant est tenu de quantifier, dans les zones les plus affectées par ces retombées, l'impact de ses rejets sur les sols.

Avant la réalisation des prélèvements, l'exploitant présentera à l'inspection des installations classées les points de prélèvement qu'il a sélectionnés accompagnés des études justifiant ses choix.

Ces résultats seront intégrés dans l'évaluation de l'impact sanitaire.

## **ARTICLE 3**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

## **ARTICLE 4**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-préfet de Valenciennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire d'ANZIN,

- Monsieur l'ingénieur en chef, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

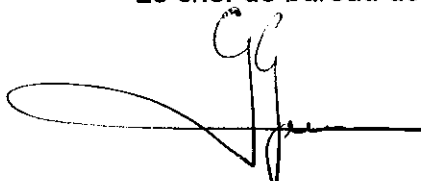
En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie d'ANZIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le 12 février 2004

Pour ampliation,  
Le chef de bureau délégué,

  
Gilles GENNEQUIN



Le préfet,  
P/Le préfet  
Le secrétaire général adjoint

Christophe MARX